

ARRÊTÉ
portant prescriptions complémentaires
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société ROQUETTE FRÈRES à VECQUEMONT

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu la directive 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire globale dans le domaine de l'eau ;

Vu le code de l'environnement et notamment son article R. 181-45 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 9 septembre 1994 à la société ROQUETTE FRÈRES pour les installations de féculerie de pommes de terre et d'amidonnerie de blé sises 61 avenue des Lilas à VECQUEMONT (80800) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 avril 1997 délivré pour le site précité ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 juillet 2007 relatif à l'implantation d'une station d'épuration au sein de la féculerie précitée ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juin 2017 délivré pour le site précité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Artois-Picardie et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté cadre du préfet de la Somme du 25 octobre 2022 prescrivant des mesures coordonnées de gestion de l'eau sur le réseau hydrographique du département de la Somme en période de sécheresse et définissant des seuils entraînant des mesures coordonnées de limitation provisoire des usages de l'eau ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant, à la préfecture de la Somme, par courriel du 14 mars 2024 relatif aux modifications liées aux besoins et rejets en eau ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant, à la préfecture de la Somme, par courriel du 14 mars 2024 relatif au projet « NERTHUS » ;

Vu les compléments transmis par l'exploitant, à la préfecture de la Somme, par courriers des 21 octobre 2024 et 13 novembre 2024 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 22 septembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 21 octobre 2025, reçu le 27 octobre suivant ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

1. la société ROQUETTE FRÈRES est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement 61 avenue des Lilas à VECQUEMONT (80800), sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 septembre 1994 ;

2. la société ROQUETTE FRÈRES a transmis, par courriel du 14 mars 2024, à la préfecture de la Somme, un dossier de porter-à-connaissance visant à modifier les besoins et rejets en eau et un dossier de porter-à-connaissance relatif au projet « NERTHUS » ;

3. au vu des éléments transmis, l'inspection des installations classées a jugé, dans son rapport du 22 septembre 2025, que ces modifications sont notables mais pas substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement ;

4. l'objectif de bon état des masses d'eau fixé par la directive 2000/60/CE susvisée ;

5. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 février 2025 autorisant la société ROQUETTE FRÈRES, dont le siège social est situé 1, rue de la Haute Loge à LESTREM (62136), à exploiter ses installations sises 61 avenue des Lilas à VECQUEMONT (80800), sont modifiées par les articles ci-dessous.

ARTICLE 2. – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral d'autorisation du 19 juillet 2007	Article 1.1.1	Supprimé et remplacé par les articles 3 et 4 du présent arrêté
Arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire du 10 février 2025	Article 1.3	Supprimé et remplacé par l'article 5 du présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2007	Article 2	Supprimé et remplacé par l'article 7 du présent arrêté

ARTICLE 3. – EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société ROQUETTE FRÈRES est autorisée pour les activités listées à l'article 5 du présent arrêté pour son site sis à VECQUEMONT.

ARTICLE 4. – DÉFINITION DES PÉRIODES DE CAMPAGNE ET D'INTER-CAMPAGNE

La période de campagne dure 210 jours par an entre septembre et mi-avril, et correspond à la période d'écrasage des pommes de terre et de vidange des bassins Vecquemont et Daours, associée à la fabrication de produits modifiés. La période d'inter-campagne dure 155 jours par an entre mars et septembre et correspond uniquement à une période de fabrication de produits modifiés.

Chaque année, l'exploitant informe l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement un mois avant les débuts et fins des périodes de campagne et inter-campagne.

ARTICLE 5. – ACTIVITÉS AUTORISÉES

Le tableau de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2021 reprenant la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est remplacé par le tableau suivant :

N° Rubrique	Intitulé de la rubrique	Classement
4511-1	DANGEREUX POUR L'ENVIRONNEMENT AQUATIQUE DE CATÉGORIE CHRONIQUE 2	A SH
	La quantité totale susceptible d'être dans l'installation étant supérieure à 200 tonnes Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t.	

N° Rubrique	Intitulé de la rubrique	Classement
4120-2.a	TOXICITÉ AIGUË CATÉGORIE 2, POUR L'UNE AU MOINS DES VOIES D'EXPOSITION. LA QUANTITÉ TOTALE SUSCEPTIBLE D'ÊTRE STOCKÉE ÉTANT SUPÉRIEURE À 10t	A SB
4422-1	PEROXYDES ORGANIQUES TYPE E OU TYPE F. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10t	A SB
2160-2.a	Silos et installation s de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 Autres installations : Le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m ³	A
2170-1	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/j	A
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	A
3642-2.a	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux Supérieure à 300 t de produits finis par jour	A
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11	A
1510-2	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente	E

N° Rubrique	Intitulé de la rubrique	Classement
	<p>nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p> <p>Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³</p>	
2921-1.a	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle</p> <p>La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW</p>	E
1185-2.a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	DC
2160-1.b	<p>Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 :</p> <p>Silos plats</p> <p>Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m³ mais inférieur ou égal à 15 000 m³</p>	DC
4110-2.b	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg</p>	DC

N° Rubrique	Intitulé de la rubrique	Classement
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	DC
1630	Soude ou potasse caustique emploi ou stockage de lessives de liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	D
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200m3	D
2925	ATELIERS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS ÉLECTRIQUES LA PUISSANCE MAXIMALE DE COURANT CONTINU UTILISABLE POUR CETTE OPÉRATION ÉTANT INFÉRIEURE À 50KW	NC
4310	Gaz inflammables catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités saline et mines désaffectées) est inférieure à 1 tonne	NC
4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 15 tonnes	NC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 tonnes	NC
4715	Hydrogène (numéro CAS 133-74-0). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation terrestre étant inférieure à 100 kg.	NC

N° Rubrique	Intitulé de la rubrique	Classement
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) est inférieure à 6 tonnes.	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines Pour les autres stockages : inférieure à 50 tonnes au total.	NC

SH (Seuil Haut) ou SB (Seuil Bas) ou A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique) ou NC (Non Classé)

L'établissement est classé Seuil Haut par dépassement direct de la quantité mentionnée à la rubrique 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'établissement fait partie des établissements dits « IED », car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la Directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

Ainsi, en application des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement :

- la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3642-2 et la rubrique secondaire est la n° 3110;
- les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les conclusions du BREF industrie agro-alimentaire et laitières.

ARTICLE 6. – PRÉLÈVEMENTS AUTORISÉS

La société ROQUETTE doit mettre en place les mesures pérennes suivantes d'économie d'eau sur le site :

- substitution de l'eau de forage par de l'eau de canal pour le refroidissement dès que celle-ci atteindra une température inférieure ou égale à 12°C ;
- substitution d'une partie de l'eau de forage par le recyclage en production de condensats supplémentaires d'évaporation.

Les débits de prélèvement en provenance de la nappe pour le process seront limités aux valeurs suivantes :

- débit maximal horaire : 355 m³/h ;
- débit maximal journalier : 8 500 m³/j

Les débits de prélèvement en provenance de la nappe pour le refroidissement seront limités aux valeurs suivantes :

- débit maximal horaire : 330 m³/h ;
- débit maximal journalier : 7 000 m³/j.

Dès que l'eau de la rivière atteindra une température inférieure à 12°C, ce prélèvement sera totalement arrêté.

Le débit de prélèvement annuel en provenance de la nappe (process et refroidissement) maximal est fixé à 1 500 000 m³/an.

Les débits de prélèvement (rivière + nappe) pour le refroidissement seront limités aux valeurs suivantes :

- débit maximal horaire : 930 m³/h ;
- débit maximal journalier : 15 000 m³/j.

Ces limitations ne s'appliquent pas au réseau incendie.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Les résultats sont portés sur un registre.

ARTICLE 7. – ÉTUDE TECHNICO-ÉCONOMIQUE RELATIVE À L'OPTIMISATION DE LA GESTION GLOBALE DE L'EAU

L'exploitant réalise, sous un délai de 9 mois, une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10 % par rapport aux prélèvements de l'année 2019.

L'étude comporte a minima les éléments suivants :

- état actuel : définition des besoins en eau, descriptions des usages de l'eau, caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, description des équipements de prélèvements, descriptions des procédés consommateurs en eau, bilans annuel et mensuel des consommations de l'établissement, bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière ;
- proposition d'un débit maximal de consommation d'eau journalier (en m³/j) basé notamment sur les relevés quotidiens mis en place ;
- descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées ;
- étude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles. L'analyse des solutions étudiées est détaillée (coûts d'investissement, de maintenance et d'exploitation, coûts salariaux, bénéfices retirés, possibles aides financières de l'agence de l'eau, etc... L'étude est présentée sous forme de coût annualisé ;
- échéancier de mise en place des actions de réduction envisagées.

L'exploitant intègre dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.

ARTICLE 8. PLAN D'ACTIONS « SÉCHERESSE »

L'exploitant établit un plan d'actions « sécheresse ».

Ce plan d'actions devra comporter une partie faisant le bilan des actions déjà engagées par le passé pour diminuer les consommations d'eau en période de sécheresse, et les effets qu'elles ont produits (bilan environnemental, réduction des prélèvements).

Ce plan d'actions détaille :

- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement d'un niveau de « vigilance renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 5 % sera visée par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours ;
- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'« alerte sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 10 % par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois sera visée, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours ;
- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'« alerte renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte renforcée, une diminution des prélèvements de 20 % sera visée par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours ;
- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau de « crise sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau de crise, une diminution des prélèvements significativement supérieure à 20 % par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement sera visée, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte, alerte renforcée ou crise) pour l'épisode de sécheresse en cours.

Le niveau de crise sécheresse peut aboutir à l'interdiction de prélèvement d'eau pour tout usage autre que pour des raisons de sécurité ou de salubrité.

Les actions identifiées dans ce plan d'actions pourront ensuite être prescrites dans un nouvel arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires, et constitueront les dispositions spécifiques sécheresse sauf pour le niveau de crise sécheresse pour lequel c'est l'arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau et plaçant le bassin versant en niveau de crise qui définit les mesures à mettre en place.

Le plan d'actions précise également les données sur lesquelles l'exploitant s'appuie pour définir le volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau.

Le déclenchement des niveaux de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise se matérialise par la signature d'un arrêté préfectoral plaçant le bassin versant de « Craie de la moyenne vallée de la Somme » au niveau de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.

ARTICLE 9. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de VECQUEMONT pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la somme ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

2° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Somme pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 10. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier à AMIENS (80000), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal administratif peut également être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr. »

ARTICLE 11. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le maire de VECQUEMONT, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ROQUETTE FRÈRES.

AMIENS, le 22 DEC. 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD

ANNEXE 1
non communicables au public

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du 22 DEC. 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Emmanuel MOULARD

ANNEXE 1

Non communicable au public

N° Rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Classement
4511-1	DANGEREUX POUR L'ENVIRONNEMENT AQUATIQUE DE CATÉGORIE CHRONIQUE 2	Réactif Cationique Roquette (RCR) -stocké dans 3 cuves (1x 2 000t et 2 x 250 m³) pour une quantité maximale de 2 587 t	A SH
	La quantité totale susceptible d'être dans l'installation étant supérieure à 200 tonnes Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t.	-pouvant être contenu dans les canalisations (177 m en DN50 et 381 en DN80) : 9 m³ soit une quantité maximale de 10,4t. Quantité totale susceptible d'être présente sur le site : 2 598t.	
4120-2.a	TOXICITÉ AIGUË CATÉGORIE 2, POUR L'UNE AU MOINS DES VOIES D'EXPOSITION. LA QUANTITÉ TOTALE SUSCEPTIBLE D'ÊTRE STOCKÉ ÉTANT SUPÉRIEUR À 10T	54 tonnes d'anhydride acétique	A SB
4422-1	PEROXYDES ORGANIQUES TYPE E OU TYPE F.	57 tonnes de Chriox (dont 15 % acide péracétique)	A SB
	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10t		
2160-2.a	Silos et installation s de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 Autres installations : Le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m³	26 silos verticaux métalliques pour un stockage de 100 945 m³	A

N° Rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Classement
2170-1	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/j		A
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Chaudières fonctionnant au gaz naturel : - Chaufferie 1 : 4 chaudières pour une puissance de 34,3 MWth - Chaufferie 2 : 1 chaudière de puissance 14 Mwth Chaudière fonctionnant avec un mélange gaz naturel/biogaz : 1 - Chaufferie 2 : 2 chaudières d'une puissance totale de 22,4 MW Rubrique secondaire IED. Capacité totale : 70,7 MW	A
3642-2.a	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus Supérieure à 300 t de produits finis par jour	Rubrique principale IED. Capacité totale : 6 000 t/j	A
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11	Seuil haut par cumul des produits dangereux pour l'environnement – Règle de cumul Sc au sens de l'article L. 511-11 du code de l'environnement	A
1510-2	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par	6 magasins de stockage de produits finis (60 760 m³) 1 entrepôts de stockage de produits chimique liquide conditionnés (3 410 m³) Le volume totale des entrepôts étant de : 64 170 m³	E

N° Rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Classement
	ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³		
2921-1.a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	7 circuits comportant chacun 1 tour aéroréfrigérante représentant une puissance thermique totale évacuée de 10 015 Kw	E
1185-2.a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). Emploi dans des équipements clos en exploitation. Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation est de : 795 kg	DC

N° Rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Classement
2160-1.b	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : Silos plats Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m ³ mais inférieur ou égal à 15 000 m ³	Silo U d'un volume de 14 350 m ³	DC
4110-2.b	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg	230 kg d'oxychlorure de phosphore	DC
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	35 tonnes de javel 9 tonnes d'acticide BW40 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est de 44t	DC
1630	Soude ou potasse caustique emploi ou stockage de lessives de liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	Soude : 170 tonnes	D
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200m ³	Fanes de pomme de terre stabilisées destinées à la valorisation agricole Stockage max : 10 000 tonnes Volume max : 15 000 m ³	D

N° Rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Classement
2925	ATELIERS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS ÉLECTRIQUES LA PUISSANCE MAXIMALE DE COURANT CONTINU UTILISABLE POUR CETTE OPÉRATION ÉTANT INFÉRIEURE À 50KW	Inférieure à 50 kW	NC
4310	Gaz inflammables catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités saline et mines désaffectées) est inférieure à 1 tonne	Inférieure à 1 tonne.	NC
4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 15 tonnes	Inférieure à 15 tonnes.	NC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 tonnes	Inférieure à 50 tonnes	NC
4715	Hydrogène (numéro CAS 133-74-0). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation terrestre étant inférieure à 100 kg.		NC
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y com- pris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en as- surant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une te-	Inférieure à 6 tonnes.	NC

N° Rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Classement
	<p>neur maximale de 1 % en oxygène) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) est inférieure à 6 tonnes.</p>		
4734-2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines Pour les autres stockages : inférieure à 50 tonnes au total.</p>	Inférieure à 50 tonnes.	NC